

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

[http://www.cairn.info/article.php?ID\\_REVUE=OUTE&ID\\_NUMPUBLIE=OUTE\\_022&ID\\_ARTICLE=OUTE\\_022\\_0073](http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=OUTE&ID_NUMPUBLIE=OUTE_022&ID_ARTICLE=OUTE_022_0073)

---

## Sortie du labyrinthe

par Raif HUSSEIN

| érès | *Outre - Terre*

2009/1 - n° 22

ISSN ??? | ISBN 978-2-9185-8700-2 | pages 73 à 81

---

Pour citer cet article :

– Hussein R., Sortie du labyrinthe, *Outre - Terre* 2009/1, n° 22, p. 73-81.

---

Distribution électronique Cairn pour érès.

© érès. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# Sortie du labyrinthe

*Raïf Hussein*<sup>1</sup>

À la veille de la guerre de Gaza les leviers aux commandes du conflit israélo-palestinien depuis des décennies étaient en roue libre. Le putsch du Hamas et la scission aussi bien politique que géographique induite par celui-ci avaient paralysé presque toutes les activités. Les Israéliens étaient en attente d'un nouveau gouvernement ; le premier ministre Olmert avait été neutralisé par des affaires de corruption et dépossédé du pouvoir ; les Européens comme les Américains attendaient un nouveau président des États-Unis.

Comme si tous étaient dans l'expectative de quelque chose de plus grand. Impossible de ne pas s'en rendre compte : c'était le calme, menaçant, avant la guerre de Gaza.

Cette guerre est désormais terminée. Destruction et misère sont partout. Mais les leviers recommencent à fonctionner et tout se passe comme si on était revenu au *statu quo ante*. Les diplomates n'ont rien de nouveau à sortir de leurs poches. L'Europe paie et reconstruit ce qu'Israël a détruit. Les Américains ont un nouveau messie censé apporter le salut et la paix au Proche-Orient. Et Israël a de nouveau viré à droite. Extrémistes de droite et fascistes vont peser de plus en plus sur les orientations du pays. Les Palestiniens assistent comme depuis toujours avec surprise au spectacle tout en se manifestant avec déférence. Cela fait des mois qu'ils négocient leur unité et voient à peine qu'ils y perdent un atout précieux. Ils sont fragmentés, impuissants et sans chefs. Ils ne disposent même pas de leur destin.

Les gens simples, dans le monde entier, se demandent combien de temps il faudra attendre la sortie de ce labyrinthe.

C'est le drame « Meurs, Palestine, d'une mort lente » qui se joue depuis 60 ans, avec des scénarios qui se répètent. Alors que les choses sont très claires et l'issue très simple du moment où le droit international et les résolutions internationales servent de mesure et de base au traitement du conflit pour toutes les parties. Si l'Occident accepte de se départir un moment de sa double morale. Israël occupe et colonise depuis 40 ans, contre tout droit, un autre pays. Israël en terrorise la population, lui rend la vie impossible et pille ses ressources. Mais

---

1. *Vice-président de la Palästinensische Gemeinde Deutschland.*

les puissances qui pourraient faire en sorte que le droit international s'applique ont conféré à Israël un statut particulier pour l'éternité. Ailleurs dans le monde, les mêmes puissances prônent les Droits de l'homme et le respect des résolutions de l'ONU. Elles envoient des armées et imposent des pressions économiques. Or, dans le même temps, elles ferment les deux yeux sur les crimes d'Israël en Palestine occupée. Comme si les Occidentaux, et en particulier les Européens, affranchissaient leur conscience des crimes horribles commis sur les juifs d'Europe au détriment des Palestiniens.

L'argent des pays donateurs sert d'aspirine pour calmer la douleur du peuple palestinien privé sur la durée de sa patrie et de sa dignité. Les conférences avec les diplomates dans des hôtels chics fonctionnent comme des séances de thérapie censées accompagner le moribond dans son dernier voyage. Mais celui-ci doit mourir, lentement et doucement.

Depuis l'assassinat du Premier ministre Rabin en novembre 1995 la stratégie d'Israël en matière de Palestine est parfaitement claire. De l'approche « la terre contre la paix » – le processus d'Oslo – les Israéliens sont passés à une approche qui combine la gestion du conflit à la poursuite de la colonisation. La communauté internationale, le monde arabe et les Palestiniens doivent chaque fois s'occuper pour un temps d'un problème de taille et urgent : les manuels scolaires en Palestine, les *checkpoints*, les procédures judiciaires contre le mur de l'apartheid, l'éradication d'implantations « illégales », les livraisons d'armes à Gaza et le contrôle européen à Rafah. Israël a produit des crises et bien mis en scène certains problèmes qui, d'être extraordinairement gonflés, ont tenu la communauté internationale à l'écart du vrai problème, soit l'occupation. Israël discutait et a organisé un nombre incalculable de réunions avec des envoyés et des représentants palestiniens. Les Israéliens ont laissé les problèmes s'aggraver pour ensuite déclarer que les Palestiniens n'étaient pas un interlocuteur. Et d'interrompre les négociations, si bien que la communauté internationale parlait à chaque fois de « réanimer le processus de paix ». Mais le processus de paix, lui, était mort depuis la signature, car il n'a fait qu'administrer de l'aspirine au patient et ne lui a pas prescrit de thérapie adéquate. Le cancer qui ronge le corps palestinien, soit les colonies, n'a cessé de produire des métastases ; c'est justement pendant la phase du « processus de paix » que le projet colonial israélien a atteint son sommet.

Depuis le début du « processus de paix » en 1993, le nombre des colonies en Palestine occupée et celui des colons qui y vivent ont été multipliés par deux. Durant les 20 années qui précèdent, Israël a construit en Palestine occupée un réseau qui connecte les colonies les unes avec les autres sans traverser des bourgades palestiniennes. Ce réseau routier ne peut être emprunté que par les colons et les autres Israéliens. L'accès à ce réseau est strictement interdit aux Palestiniens. Israël a exproprié à ces fins d'apartheid des milliers d'hectares de terre palestinienne.

Durant la phase du « processus de paix », Israël a construit un mur sur le sol palestinien et morcelé la Palestine en petits bantoustans. Ce mur a dévoré et détruit de la terre fertile. Pour construire les colonies, les routes de l'apartheid et le mur, Israël a proprement déraciné des millions d'arbres. Il s'agit d'une catastrophe naturelle dont les conséquences seront dévastatrices. En bref : Israël tire littéralement le sol sous les pieds des Palestiniens. Il les dépouille de leurs moyens de survie tout en insistant sur la menace qui pèse sur sa propre existence. Voilà une hypocrisie sans égale dans l'histoire.

En outre, Israël a érigé en tant que puissance occupante des centaines de *checkpoints* en Palestine. La vie quotidienne du peuple palestinien dépend de la bonne grâce des soldats. Sans leur assentiment, il n'y a pas d'économie ou de société. C'est là que s'arrête aussi le pouvoir de chaque homme politique palestinien. Au plus tard aux *checkpoints*, on comprend non seulement que l'occupation est omniprésente, mais que le gouvernement palestinien n'est que l'ombre de lui-même. Pour les Palestiniens, parler dans ces conditions de processus de paix n'est que sarcasme. Les multiples programmes économiques des pays occidentaux à l'intention de la Palestine sont dès leur élaboration condamnés à l'échec. Une économie qui fonctionne a besoin de pouvoir circuler, de pouvoir accéder partout, des conditions dont les représailles israéliennes interdisent précisément la garantie. Et sans une économie qui fonctionne, il n'y a pas de société paisible. C'est là le cercle vicieux dans lequel tourne la Palestine depuis 15 ans, et sans que la fin soit envisageable. On gère le conflit au lieu de chercher des approches adéquates et profondes.

Israël voudrait la paix, mais à sa façon. Une paix sans Palestiniens, mais avec leur territoire. Une paix sans droit international et sans conventions internationales. Un diktat en vertu duquel le Palestinien accepte pouce baissé ce que les Israéliens ont la « générosité » de lui concéder.

Du point de vue israélien, le Palestinien doit accepter son « destin ». Le destin qui consiste à vivre dans un État miniature et de dépendre de leur bonne grâce. « Bouffe ou meurs », voilà le slogan « généreux » des Israéliens à l'intention du peuple palestinien. Une politique qui dure depuis plus de 15 ans alors que la communauté internationale se tait et paie.

Le direction palestinienne proteste et menace bruyamment pour donner quelques jours plus tard l'accolade fraternelle à un politique israélien. Une direction qui mérite à peine ce nom. Elle n'a ni pouvoir ni projets. Son propre destin dépend de la bonne grâce des Israéliens et de l'aumône des pays donateurs. Cette direction palestinienne est si assoiffée de pouvoir qu'elle ne saisit pas le prix qu'elle et le peuple palestinien paient jour pour jour simplement pour qu'elle puisse continuer à pouvoir parler avec les Israéliens et à gérer le conflit. Et elle assiste à la mort lente de la Palestine.

Il n'y a qu'une issue à ce labyrinthe qui devient tous les jours plus compliqué et plus complexe, c'est de mettre un terme à l'occupation et d'ériger un État

palestinien viable sur les 22 % restants de la Palestine historique. C'est ce dont beaucoup de gens ont conscience, car ils savent qu'il n'y a pas d'autre solution. Mais il s'agit d'une issue qui n'est pas vraiment facile à emprunter. Seuls des politiques courageux seront capables de passer par elle et de déboucher de la sorte sur une réalité plus pacifique. Des politiques qui pensent aux générations à venir, pas aux prochaines élections et au prochain sondage.

Voici une esquisse de ce que devraient être les séquences ajustées d'une démarche à accomplir par tous les acteurs impliqués dans le conflit israélo-palestinien.

Premièrement : je conseillerais à l'Autorité palestinienne d'autonomie (AP) d'interrompre tout contact avec les officiels israéliens jusqu'à ce qu'Israël fasse de son côté le premier pas (cf. *infra*). Une démarche qui peut sembler radicale et incarner un formidable recul pour certains. Mais elle m'apparaît inévitable ; pas seulement parce que les interventions militaires et la politique coloniale de l'administration israélienne en Palestine occupée ont rendu absurde un système où l'AP n'a plus le moindre pouvoir ou influence, mais dès lors qu'elle passe aux yeux des Palestiniens et de la plupart des Arabes pour une feuille de vigne de la politique israélienne. C'est là un désastre qui place les forces modérées du camp palestinien le dos au mur et qui ouvre largement les portes aux esprits radicaux et hostiles à toute conciliation.

L'AP n'a pas les faveurs des Palestiniens parce qu'elle fait silence sur une occupation et une colonisation qui se perpétuent. Elle partage avec l'occupant la responsabilité de l'état misérable où se trouve le peuple. C'est cette réalité qui fait que les radicaux l'ont emporté auprès des Palestiniens.

Parler avec la partie israélienne en même temps que se poursuivent la colonisation et une occupation *de facto*, c'est comme vendre du sable dans le désert. C'est contre-productif du point de vue des intérêts palestiniens et c'est un obstacle à l'établissement d'une société civile paisible. Quiconque participe en dépit de cette réalité et sans condition à des discussions ou même les promeut, agit grossièrement contre les intérêts du peuple palestinien et compromet une paix équitable et durable entre Israël et Palestine ; il devra en assumer la responsabilité.

Les radicaux sont seuls, en Palestine, à profiter de ces discussions sans résultats. Ce qui n'est dans l'intérêt ni de la Palestine, ni d'Israël, non plus que de la communauté internationale.

Deuxièmement : je conseille à l'AP une démarche arrivée depuis longtemps à échéance : l'autodissolution qui ouvrira la voie à la restauration de l'unité du peuple palestinien. En l'espace de neuf mois après la proclamation de l'autodissolution, on procédera à des élections aux parlements régionaux de Palestine

nouvellement fondés. De même qu'auront lieu parallèlement des élections au Conseil national palestinien de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP, son parlement) – étranger inclus.

La responsabilité politique du peuple palestinien dans son ensemble doit être replacée à sa vraie place, au sein de l'OLP. Cette dernière est en effet le seul organe qui représente tout le peuple et qui soit reconnu dans le monde entier en tant que tel. Dilapider un semblable privilège est irresponsable et porte en germe des confrontations susceptibles à la longue de déstabiliser la région entière.

L'AP n'a été élue que par les Palestiniens de Palestine occupée (3,5 millions alors que presque 10 millions de Palestiniens vivent aux quatre coins du monde). Le fait qu'Arafat ait dépossédé l'OLP de son pouvoir a ramené la cause palestinienne des décennies en arrière. Cela a aussi indirectement renforcé les forces islamiques et islamistes qui n'avaient jamais adhéré à l'OLP et l'avaient même combattue, et consolidé leur revendication à diriger et à représenter le peuple palestinien. Les dernières élections de 2006 ainsi que les sondages récents en Palestine et parmi les Palestiniens des États arabes voisins confirmant cette tendance.

Après la proclamation de l'autodissolution, l'AP fonctionnera en tant que gouvernement de transition et elle jettera les jalons d'une réorganisation de la vie politique en Palestine occupée.

Mais tant qu'il n'y aura pas de fait d'État palestinien dans les frontières du 4 juin 1967, cela ne sert à rien de parler de gouvernement palestinien. Les 15 dernières années montrent bien que l'AP a seulement géré pour les gens la vie quotidienne. En termes simples : la poste et les éboueurs. La puissance d'occupation ne lui a pas accordé plus de compétences. Des tâches nouvelles, donc, que pourraient également assumer les trois parlements régionaux de Gaza, du Nord et du Sud de la Cisjordanie. Mettant également ainsi fin à la coupure à l'intérieur de la Palestine occupée.

On notera cependant les points suivants :

Les trois parlements régionaux (PR) passeront entre eux un traité fédératif pour l'organisation de la future Palestine.

Les PR ne doivent pas comprendre plus de 40 députés. C'est important, car il ne faut pas en fin de compte un Conseil national gonflé outre mesure. Les députés des PR et les sénateurs sont automatiquement membres des organes correspondants de l'OLP. Les députés font également partie du Conseil national palestinien et les sénateurs font partie du Comité central de l'OLP.

Structure et compétences des régions doivent se modeler sur les *Länder* allemands.

Les élections aux organes de l'OLP et aux PR auront lieu à la proportionnelle intégrale, ce qui est une base importante pour la réorganisation et la reconstruction de la vie politique des Palestiniens et une garantie que le peuple palestinien sera correctement représenté dans ses institutions à venir.

La responsabilité de la politique étrangère et les négociations avec Israël sont une prérogative du Comité exécutif de l'OLP.

L'autodissolution de l'AP est encore nécessaire parce que celle-ci a plus contribué à la fragmentation du peuple palestinien qu'à son unification. L'établissement de l'AP vint d'ailleurs à une époque où la direction n'avait pas tranché dans quelle phase les Palestiniens se trouvaient : dans la phase de *state building* ou toujours dans celle de la guerre de libération. Une danse sur la corde raide qu'Arafat s'efforça – avec de piètres résultats – de maîtriser pendant des années. Ce qui lui a coûté sa crédibilité et à la fin la vie.

Arafat allait chercher à acheter la loyauté de la majorité avec des stratégies de clientélisme clanique. Ce qui ne lui réussit que modérément et pour peu de temps. Son destin fut la rébellion et la cupidité de certains de ses amis politiques. Il voulait satisfaire tout le monde, ceci parfois au détriment de l'intégrité et des intérêts du peuple. Le gouvernement d'Arafat fut pendant les cinq dernières années un cocktail de mauvaise gestion, de mauvaise gouvernance, de corruption, et de népotisme. Ce qui se poursuivit après sa mort, avec une escalade de luttes fractionnelles, pour déboucher enfin sur une sanglante guerre civile.

Une rétrospective des 15 dernières années permet de constater que l'AP a échoué sur toute la ligne. La population de la Palestine occupée est dans un état de loin plus mauvais sur les plans économique, social et politique qu'avant l'instauration de l'AP. Sans doute cela ne tient-il vraiment pas seulement à l'omniprésence et aux charges pénibles de la puissance occupante ; il a eu aussi l'impéritie du système palestinien et de ses fonctionnaires. L'AP s'est payé le luxe d'un appareil sécuritaire de plus de 16 services qui a englouti des milliards. Des capitaux qui auraient été mieux utilisés dans la formation et la création d'emploi. L'appareil administratif, gonflé, n'avait pour but que de garantir au Fatah et aux familles apparentées une source de revenus.

Troisièmement : il convient que le « quartet » (les États-Unis, l'Union européenne, l'ONU et la Russie, ndr) opère un véritable tournant dans sa politique proche-orientale. Il faut un nouvel agenda. La politique de la communauté internationale se caractérisait jusque-là par un soutien sans limites et une approbation discrète des régimes arabes totalitaires. La stratégie consistait ici à étouffer toute conscience ou patriotisme arabes en germe. Même si cela signifiait donner son appui à des courants islamo-fundamentalistes comme ce fut le cas à Alger et ailleurs dans les années 1980. Autre paramètre marquant, la double morale à l'œuvre en Israël et en Palestine. Tout cela avec des conséquences dévastatrices pour le monde entier ; en résumé une politique qui allait provoquer des explosions d'antipathie arabe et musulmane contre l'Occident. La question palestinienne reste depuis 60 ans au centre des préoccupations du monde arabe. Tout

développement à cet égard pèse même indirectement sur la situation dans tout le monde arabe. La politique « un poids, deux mesures » quand il s'agit d'Israël et de la Palestine est enregistrée par les masses arabes avec une antipathie croissante et une colère accumulée. Voilà un parfait terreau pour les positions antioccidentales – et un vivier pour la pensée fondamentaliste. Les Occidentaux se trompent s'ils croient que le radicalisme arabe et musulman a atteint son apogée. Et ils se trompent absolument s'ils croient qu'il faut placer le Hamas tout en haut de l'échelle du radicalisme palestinien ! Comme en attestent certains phénomènes depuis quelques années dans la bande de Gaza, il peut y avoir plus radical et plus extrémiste. Ce qui s'est clairement avéré avec al-Qaïda.

Si banal que cela puisse apparaître, le tournant dans la politique moyen-orientale de l'Occident consisterait à placer le droit international, les Droits de l'homme et les résolutions internationales au centre de leurs affaires extérieures. Justement ce qui manque depuis 60 ans quand il s'agit d'Israël. Israël a foulé aux pieds les résolutions de l'ONU et les conventions sur les Droits de l'homme. Israël ignore le droit international et se place au-dessus. Ceci depuis des décennies, Israël étant presque le seul pays du monde à ne pas se soumettre à des règles du jeu. Alors que dans d'autres régions du monde la force des armes exige l'application du droit international et que des États sont contraints par la pression militaire et politique à appliquer les résolutions de l'ONU, le bras protecteur des pays occidentaux couvre Israël. Ce sont l'arrogance israélienne et la duplicité occidentale qui ont fait perdre confiance dans la politique aux hommes du Moyen-Orient. Seuls et uniques bénéficiaires de cette politique erronée, les radicaux qui connaissent une énorme affluence dans toute la région. Comme en témoignent les dernières élections en Israël et en Palestine, soit de petits indicateurs du chemin qui est emprunté avec pareille politique.

Les gouvernements occidentaux seraient bien inspirés de tirer un trait sur le passé et d'entamer une nouvelle ère en politique étrangère avant qu'il ne soit trop tard. Le message à tous les gouvernements du Moyen-Orient, en particulier à celui d'Israël, doit être clair et net : les nouveaux piliers de la politique seront désormais l'application du droit international et l'application des résolutions de l'ONU. Ceux des gouvernements qui se placent au-dessus et ne respectent pas les conventions sur les Droits de l'homme doivent s'attendre à des pressions économiques et politiques sensibles. Plus de droit de veto et plus de protection devant les agressions et le non-droit. Le « quartet » doit adopter dans le cadre de cette démarche une résolution contraignante obligeant Israël à accepter les résolutions de l'ONU.

Quatrièmement : Israël doit présenter un plan de décolonisation contraignant en vertu duquel il évacuera d'ici trois ans toutes ses bases militaires et toutes les colonies en Palestine occupée. Ce plan doit être surveillé et contrôlé par une



commission formée par des représentants du « quartet », de la Ligue arabe et de la Turquie. Le non-respect de ce plan ou bien toute procrastination doivent entraîner des sanctions économiques et politiques.

Les colonies seront transférées à l'OLP en tant que première démarche compensatoire pour les représailles exercées pendant les 40 ans d'occupation.

Une fois initié le plan de décolonisation, des négociations sont entamées entre Israël et Palestine. Elles ont pour but l'élaboration d'un calendrier de paix. Les résolutions de l'ONU constituent ici la base et non l'objectif. Ces négociations sont menées sous la surveillance vigilante d'une commission internationale qui tient les procès-verbaux et guide les débats. Seront abordés dans ce cadre des projets communs sur l'eau en général, les eaux industrielles, le climat, les échanges économiques et les protocoles douaniers, la circulation frontalière.

Dès que les Israéliens se seront complètement retirés de Palestine, un traité de paix sera signé aux termes duquel la Palestine s'engagera sur un État sans armée et autorisera des observateurs internationaux à surveiller l'application de cet engagement.

Cinquièmement : Israël assume la responsabilité historique de toutes les souffrances infligées au peuple palestinien en 1948. À partir de là, Israël et la Palestine commencent à négocier le droit au retour des réfugiés palestiniens dans le cadre du droit international et des résolutions de l'ONU.

Des spécialistes internationaux, palestiniens et israéliens discuteront des détails du retour et du dédommagement des réfugiés palestiniens et ils élaboreront des plans à cet effet. La communauté internationale garantira et surveillera l'application de ces plans.

Ce qui doit primer dans le processus, c'est la responsabilité, pas les questions techniques du retour. Car ce dernier mécanisme peut le cas échéant durer des décennies, alors que la responsabilité historique constitue un fondement élémentaire pour établir la paix entre les populations et la normalisation de leurs relations. L'histoire franco-allemande ou germano-polonaise d'après 1945 devrait à cet égard servir de ligne conductrice.

Quant aux quatrième et cinquième avancées, la communauté internationale va assumer une charge économique considérable de façon à ce que les conditions économiques soient données.

La guerre de Gaza a prouvé une fois de plus quel potentiel menaçant le Proche-Orient a en germe. Les réactions des masses arabes et musulmanes – dans la région et dans le monde – démontrent à quel point il est nécessaire d'ouvrir la soupape de sécurité pour éliminer ce potentiel sur le long terme.

Et cela ne peut se faire que par un règlement en profondeur et global de la question palestinienne. La question de Palestine est la clef de la paix au Proche-Orient et elle ouvre la voie à un autre rapport entre mondes chrétien et musul-

man. Détours et substituts ne servent que les radicaux qui en profitent pour s'enraciner profondément dans les sociétés moyen-orientales et y développer leur puissance. Les solutions partielles et les négociations sans fin qui ignorent le droit international et les résolutions de l'ONU contribuent plutôt à aggraver la situation. Après plus de 15 ans de « négociations de paix » avec leurs innombrables initiatives de paix, de conférences et de cérémonies solennelles lors desquelles des « traités de paix » partiels ont été signés, on voit que le Proche-Orient est devenu plus instable et plus dangereux que jamais. Jusqu'ici, c'est la paix des présidents et des rois qui a été essayée. Jamais on n'a tenté la paix des peuples sur des bases solides. De même la paix entre Israël et la Jordanie et celle entre Israël et l'Égypte sont restées depuis leur signature des paix froides. Il s'agit d'une paix qui n'a pas encore touché les hommes.

Avant que n'éclate la guerre de Gaza, la communauté internationale a raté une occasion d'envoyer au peuple palestinien et aux masses arabes un signal positif. Elle aurait dû pousser Israël dans ses retranchements. La communauté internationale et en particulier le « quartet » n'auraient pas dû tolérer le verrouillage hermétique de la bande de Gaza. Cette mesure, bannie internationalement, va contre toutes les conventions des Droits de l'homme. Le silence de la communauté occidentale sur l'offensive brutale de l'armée israélienne a renforcé l'antipathie du monde arabe à l'égard de l'Occident. Un silence des gouvernements occidentaux d'autant plus incompréhensible que l'indignation dans leurs sociétés était énorme. Or, les gouvernements occidentaux n'ont pas utilisé ce soutien des sociétés ; ils ont au contraire fait un usage généreux des rentrées au titre des impôts nationaux pour reconstruire ce qu'Israël a détruit. Mieux aurait valu insister pour qu'Israël paie et non les citoyens occidentaux.

Les temps sont plus que mûrs. La politique moyen-orientale de l'Occident doit changer. L'Europe va à l'avenir ressentir plus qu'auparavant les traces de la confrontation et de la frustration des masses. L'audience des forces radicales en Israël, en Palestine et dans l'ensemble du monde arabe est trop grande pour qu'on puisse l'ignorer. À côté de l'excitation par les radicaux, tant le soutien sans condition aux dictateurs que la politique de l'aumône ne présenteront plus guère, à l'avenir, d'intérêt.

*Traduit de l'allemand par Georg Müller-Seidel*